

La voix de l'Opposition de gauche

Combattre sur quel axe politique ?

4 juin 2012

Comment organiser le combat politique contre le régime, unir la classe, lui donner des objectifs dans lesquels elle se reconnaît toutes couches confondues et sur lesquels elle peut se regrouper ?

Il y a bien les revendications sociales non satisfaites sur les salaires, l'emploi, la précarité, la santé, le logement, l'école, l'université, les retraites, etc. autant de revendications qui se déclinent différemment selon les secteurs d'activité, le prolétariat est très hétérogène, il y a presque autant de cas différents qu'il y a de situations particulières, d'où en partie la difficulté de rassembler les masses dans un même combat et dans une seule direction.

On peut remédier à ce problème ou le contourner en mettant en parallèle à chaque revendication sociale son pendant au titre des privilèges accordés à la classe des nantis.

Sur les salaires c'est facile, d'un côté 46 centimes d'augmentation du Smic, de l'autre des patrons qui perçoivent des salaires mirobolants. Sur la précarité, elle ne concerne que ceux qui n'ont que la vente de leur force de travail pour survivre, les riches ne se posent même pas cette question, idem pour l'accès au droit à la santé, au logement, à l'école, à l'université, quand tu es plein de fric tu te paies ce dont tu as besoin et l'affaire est réglée, quand tu n'en as pas ou pas assez, c'est un casse-tête au quotidien, un cauchemar.

Sur les retraites, il y a le statut particulier des députés et sénateurs, il suffit d'accomplir un mandat (5 ou 6 ans) pour percevoir une retraite, tandis que les travailleurs doivent cotiser plus de 41 ans.

Sur la dette de l'Etat, il y a les exonérations de cotisations sociales, la baisse de l'impôt sur les bénéfices, la multitude de jeux comptables qui permettent de trafiquer les bilans des sociétés, etc. ce que les travailleurs ne peuvent pas faire.

A bas les privilèges fut le mot d'ordre fédérateur des différentes couches de la bourgeoisie contre la monarchie en 1789 qui par ailleurs avaient toutes sortes de revendications à faire valoir. Le pouvoir politique ne lui servait à rien si ces privilèges n'étaient abolis, la classe des féodaux conservait le pouvoir. Donc le combat pour le pouvoir politique et pour l'abolition des privilèges des nantis, pour le pouvoir économique, doit être mené conjointement, il est inséparable. Facile, puisque c'est la Constitution, les institutions qui garantissent les privilèges de la classe dominante.

On en déduira que puisque pour satisfaire l'ensemble de nos besoins ou aspirations il faut liquider ces privilèges, il faut au préalable ou simultanément liquider la Constitution qui sur le plan juridique légalise ces privilèges, leur assure une légitimité du point de vue de la classe qui détient le pouvoir. Séparer les deux, comme c'est le cas depuis l'après-guerre, conduit infailliblement à l'impuissance, à la paralysie, à l'impasse politique du mouvement ouvrier, elle traduit son degré de décomposition.

Vouloir s'attaquer aux privilèges de la classe dominante sans s'attaquer à ce qui lui garantit une existence légale, ce qu'exprime le refus d'axer le combat contre les institutions de la part des opportunistes, c'est finalement refuser de combattre pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour le socialisme.

Que les militants ne s'y trompent pas, toute concession dans le discours des dirigeants des partis ouvriers correspond à des concessions sur les principes ou une capitulation face à l'ennemi sur le plan pratique, elle traduit leur adaptation au capitalisme et leur abandon du combat pour le socialisme.

A bas les privilèges des capitalistes et les institutions qui ne servent qu'à les justifier, ils sont illégitimes contrairement à nos besoins ! Voilà sur quel axe politique les masses pourraient être organisées, le parti devrait être construit. Quel parti est sur cette ligne politique ? Réponse : aucun.

On pourrait dire la même chose des syndicats qui ne servent plus qu'à alimenter les appareils des différents partis.

Lier le combat contre les privilèges des capitalistes et les institutions présenterait l'avantage d'unir syndicats et partis dans un même combat, de réaliser l'unité de la classe en partant de ses revendications sociales tout en leur donnant un contenu politique, ce à quoi ni les uns ni les autres ne tiennent, pourquoi, pardi, parce qu'ils soutiennent le régime en place qui les nourrit !

Retirer tous les avantages matériels et financiers accordés par l'Etat aux syndicats et demain ils auront pratiquement disparu, et les partis qui leur sont organiquement liés seront réduits à quelques centaines de membres.

Rien n'empêche les militants des différents partis ou qui sont inorganisés de combattre sur cet axe, de discuter avec les travailleurs sur la base de cette ligne politique.